

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE

PARIS, le 7 JUIN 1993

Sous-Direction de la famille, des accidents
du travail, du handicap et de la mutualité

Bureau AT N° 92-169 R - DR/VV

93-70 R

Personne chargée du dossier : Mme ROUAUD

Poste : 40 56 71 12

Le Ministre des Affaires Sociales
de la Santé et de la Ville

à

Monsieur le Directeur de la Caisse
Nationale de l'Assurance Maladie des
Travailleurs Salariés
Direction Générale de la
Réglementation

Objet : Protection accident du travail des demandeurs d'emploi qui participent à des actions dispensées ou prescrites par l'ANPE (article L 412.8.11° du code de la sécurité sociale).

J'ai l'honneur de vous préciser trois points relatifs à la protection accident du travail des demandeurs d'emploi qui avaient fait l'objet d'interrogations lors de réunions tenues entre vos services, ceux de l'ANPE et les miens.

1) Le champ d'application de l'article L 412.8.11°

D'après les informations que m'a transmises l'ANPE et avec lesquelles je suis en accord, il apparaît que :

.../...

1.1- Sont couverts les accidents survenant lors :

- a) des actions d'aides à la création d'entreprise
- b) des actions d'orientation
- c) des actions d'évaluation
- d) des actions d'accompagnement à la recherche d'emploi
- e) des actions spécifiques prescrites par telle ou telle Agence locale et ayant un contenu de nature pédagogique.

1.2- Ne sont pas couverts les accidents survenant lors :

- a) des entretiens individuels, qu'ils donnent lieu ou non à convocation :
 - avec l'ANPE
 - avec l'employeur
 - avec l'organisme de formation en vue de l'inscription du demandeur d'emploi
- b) des démarches personnelles du demandeur d'emploi lorsqu'il se rend à l'ANPE.
- c) des entretiens collectifs d'information générale organisés par l'ANPE.

2) La détermination du revenu de remplacement perçu par le demandeur d'emploi

Aux termes de l'article D 412.92 du code de la sécurité sociale, le salaire servant de base au calcul des indemnités journalières des demandeurs d'emploi titulaires d'un des revenus de remplacement mentionnés à l'article L 351.2 du code du travail, est égal au salaire minimum de croissance correspondant à la durée légale du travail et applicable à la date de l'accident ou, s'il lui est supérieur, à leur revenu de remplacement.

Par ailleurs, le montant de l'indemnité ainsi calculée ne peut, en aucun cas, dépasser le montant du revenu de remplacement.

Or, bien que l'ANPE soit considérée comme l'employeur fictif au regard de la législation accident du travail des demandeurs d'emploi mentionnés à l'article L 412.8.11°, il apparaît que la prise en compte des éléments qui emportent droit à la perception d'un des revenus de remplacement mentionnés à l'article L 351.2 du code du travail est du ressort exclusif de l'ASSEDIC compétente tant pour ce qui a trait à la déclaration d'ouverture des droits et à leur liquidation qu'au versement des sommes au profit des demandeurs d'emploi.

.../...

Pour cette raison, l'ANPE n'est donc pas en mesure de satisfaire elle-même aux obligations de l'article R 441.4 du code de la sécurité sociale selon lesquelles l'employeur est tenu d'adresser à la caisse primaire d'assurance maladie une attestation de salaire.

Toutefois, l'ANPE propose de faire apparaître sur la déclaration d'accident du travail la mention selon laquelle le demandeur d'emploi victime de l'accident du travail est indemnisé ou pas ainsi que les coordonnées de l'ASSEDIC territorialement compétente.

Cette solution paraît satisfaisante car elle permet de ne pas retarder la liquidation des indemnités journalières accidents du travail et elle donne les informations nécessaires à la CPAM pour que celle-ci obtienne de l'ASSEDIC compétente le montant exact du revenu de remplacement perçu par la victime.

3) Le non cumul de l'indemnité journalière accidents du travail et du revenu de remplacement

Aux termes de l'article R 433.13 du code de la sécurité sociale, l'indemnité journalière accident du travail n'est pas cumulable avec les revenus de remplacement ou allocations mentionnées à l'article L 311.5 du code de la sécurité sociale.

Cette disposition doit, en l'espèce, être scrupuleusement appliquée car la protection accident du travail instaurée par l'article L 412.8.11° s'adresse à des demandeurs d'emploi.

Dès qu'un demandeur d'emploi accidenté dans les conditions posées à l'article L 412.8.11°, a une indisponibilité de plus de 15 jours il est automatiquement classé par l'ANPE dans la catégorie des demandeurs indisponibles à une recherche d'emploi pour raisons de santé ; cette information parvenant par ailleurs en temps réel aux ASSEDIC, l'interruption du versement du revenu de remplacement par celles-ci sera donc instantanée et ne nécessitera pas d'intervention de la part des caisses primaires d'assurance maladie.

Par ailleurs, l'UNEDIC dont la convention prévoit explicitement que le service des allocations chômage est interrompu le jour où l'intéressé est pris en charge par la sécurité sociale traite directement les absences de moins de 15 jours.

*

*

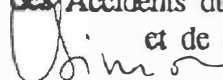
*

Vous voudrez bien porter à la connaissance des caisses primaires d'assurance maladie les présentes instructions et me tenir informé des éventuelles difficultés qu'elles soulèveraient.

Pour le Ministre et par délégation

**Le Sous-Directeur
de la Famille**

**des Accidents du Travail, du Handicap
et de la Mutualité**



Suzanne SIMON